

Des ouvrier-es-fonctionnaires ? Segments subalternes de la fonction publique et transformations de l'être et du faire de l'État

Le CEET, avec le soutien du Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP), organise une journée d'études sur le thème "Des ouvrier-es-fonctionnaires ? Segments subalternes de la fonction publique et transformations de l'être et du faire de l'État" le mardi 2 février 2027 au Conservatoire national des arts et métiers (Site du Landy, Saint-Denis) et lance un appel à communication.

Proposer de se concentrer sur les ouvrier-es-fonctionnaires revêt également une importance particulière : les mettre en lumière alors que leur travail demeure invisible, subordonné, pénible et déqualifié - ce qui les éloigne en partie des travailleur-ses administratif-ves mieux connu-es des sciences sociales (Dubois, 1999 ; Jeantet, 2002). Cette invisibilité se double d'une ignorance administrative : classé-es «employé-es civils» dans les catégories socio-professionnelles au même titre que certain-es agent-es administratif de catégorie C, les ouvrier-es du service public sont pourtant loin de partager les mêmes conditions d'existence au travail.

On peut alors s'interroger sur les limites analytiques que posent les catégories et les classements hiérarchiques au sein de la fonction publique, qui comme le «statut» ne sont pas des indicateurs suffisants pour appréhender la situation de travail de ces fonctionnaires subalternes. La dimension ouvrière des conditions de travail que recouvrent certains emplois publics d'exécution mérite donc d'être étudiée afin de rendre compte des formes de subalternisation et d'ouvriérisation qui existent au sein de la fonction publique (de Wispelaere, 2024). Par ailleurs, alors qu'elles sont nécessaires au fonctionnement quotidien des institutions, ces activités demeurent souvent perçues comme peu associées aux prérogatives de l'État, et sont, à ce titre (et de manière croissante) externalisées à des acteurs privés (Devetter et Valentin, 2019 ; Larrieu, 2020 ; Tassin, 2023 ; Rivet, 2024).

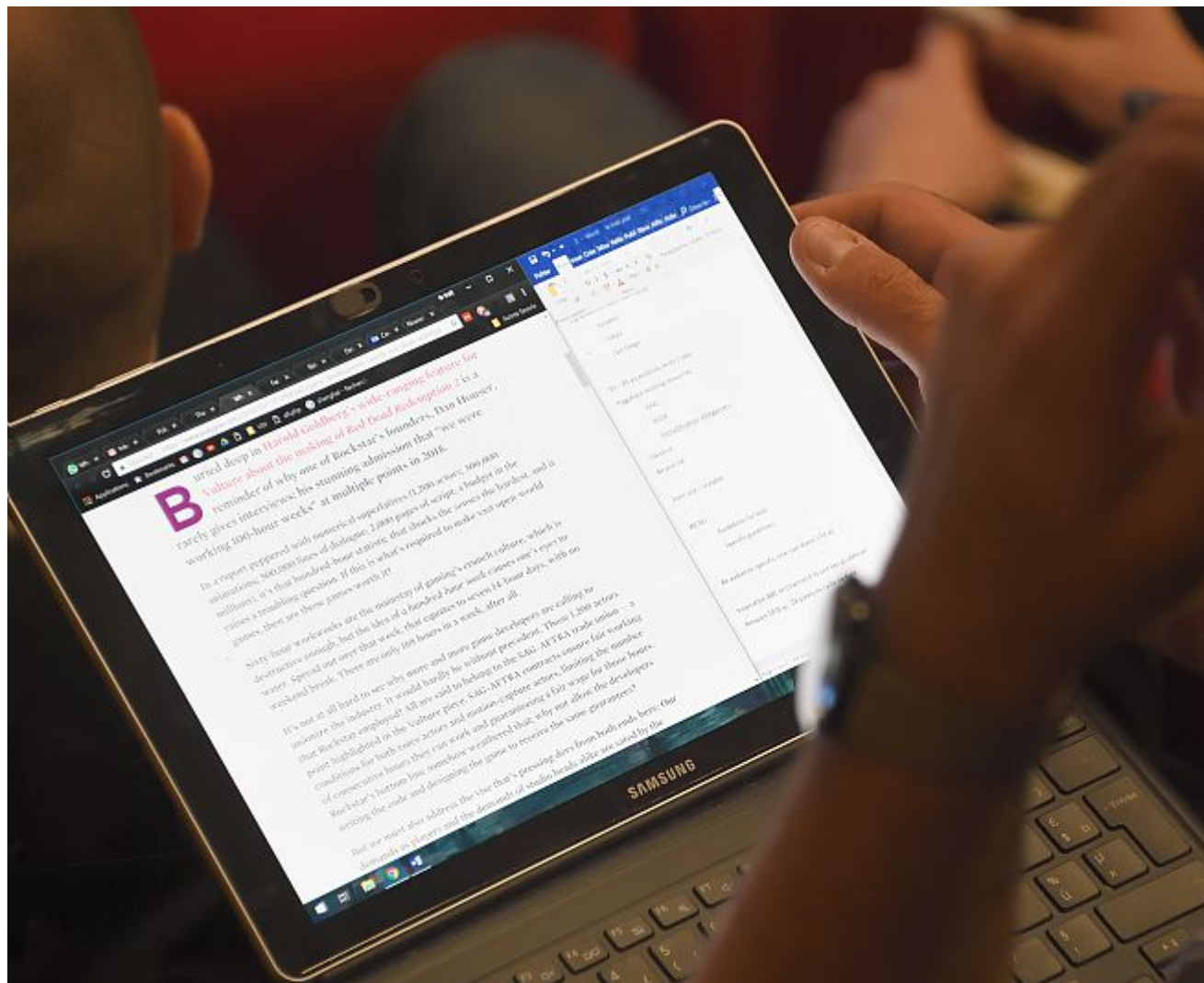
Alors que la notion de «cœur de métier» permet d'essentialiser le travail des cadres au détriment de celles et ceux qui constituent la trame des organisations – et de justifier du même coup certaines réorganisations au sein des collectifs de travail –, il s'agit aussi d'interroger ce que produisent les récentes transformations et évolutions de la fonction publique sur les différentes missions du service public (pénitentiaire, éducation nationale, santé, etc.) et sur ces «petits emplois à statut». Autrement dit, comment les différentes dimensions – qu'elles relèvent de protections matérielles ou de formes de reconnaissance symbolique – et transformations contemporaines du statut de fonctionnaire reconfigurent-elles, atténuent-elles ou au contraire renforcent-elles les caractéristiques associées à une condition ouvrière, elle-même en mouvement ?

Cet appel à communication fait donc un pari : penser la perception et le travail de fonctionnaires subalternes en voie de disparition afin de saisir les recompositions contemporaines de l'État. Qu'est-ce que l'étude de ces ouvrier-es-fonctionnaires révèle des formes concrètes d'incarnation et de rapports ordinaires à l'État et au politique ? (Spire, 2016, 2026). Les multiples activités, invisibilisées, disqualifiées, et parfois même externalisées des ouvrier-es du service public disent quelque chose de ce que l'État est, ou du moins, prétend faire et posent ainsi directement des enjeux définitionnels. Alors que l'existence de ces personnels donne à voir des institutions au sein desquelles l'État a eu ou a encore «vocation à s'occuper de tout» ou presque, comment ces personnels conçoivent-ils leur rôle au sein du service public ? Plus encore, en quoi leur travail est-il consubstantiel de missions mises en avant par les institutions au sein desquelles elles et ils sont employées ?

Afin de couvrir les différentes dimensions de cet objet, ce projet de journée avance sur trois axes consubstantiels. D'abord, il cherche à cartographier ces professions, du point de vue de l'histoire des corps, des statuts d'emploi et des trajectoires professionnelles, afin de comprendre leurs transformations modernes au prisme des réformes successives de la fonction publique (**axe 1**). Ensuite, il entend s'intéresser au travail de ces agent-es afin de renseigner comment

s'opère la division du travail à la base des organisations publiques, les liens pouvant exister avec les usager-es et les formes de revendications de *savoir-faire* particuliers (**axe 2**). Enfin, il propose de questionner les relations professionnelles et la politisation propre à ces groupes professionnels publics qui sont parfois caractérisés par leurs bas salaires, leurs conditions de travail pénibles et qui, par ailleurs, sont directement concernés par les externalisations et privatisations croissantes de leur type d'activités (**axe 3**).

+ [Je télécharge l'appel complet \(pdf\).](#)



24 septembre 2026
27 novembre 2026

À propos

[Je télécharge l'appel complet \(pdf\).](#)

Les propositions de communication pourront être issues de différentes disciplines des sciences sociales (sociologie, science politique, histoire, anthropologie). **D'une longueur maximale de 5000 signes** (espaces inclus hors bibliographie), elles veilleront à préciser : un titre, 4-6 mots-clés, l'axe dans lequel s'inscrit la communication, l'objet et la question de recherche, les

matériaux mobilisés, le cadre théorique et les résultats avancés. Il est également demandé aux auteur·ices d'ajouter une courte notice biographique incluant leur discipline, leur statut et leur rattachement institutionnel.

Les propositions de communication **doivent parvenir aux organisateur·ices de la journée d'études au plus tard le 27 novembre 2026**. Merci de les envoyer à **Nathan Rivet** à l'adresse suivante : **nathan.rivet@sciencespo.fr**. Une réponse sera apportée avant la mi-décembre 2026 à l'ensemble des propositions.

La journée d'étude se tiendra le 2 février 2027 au Centre d'études de l'emploi et du travail (CEET/Cnam), 61 rue du Landy à Saint-Denis (amphi 9, rez-de-chaussée), en présentiel.

Coordination : Nathan Rivet (CEET, Cnam) et Madeleine de Wispelaere (CESSP, Paris 1).

Comité scientifique : Marie Cartier (CENS, Nantes), Julie Gervais (CESSP, Paris 1), Olivier Quéré (SAGE, UHA)

<https://ceet.cnam.fr/le-ceet/evenements-actualites-du-ceet/des-ouvrier-es-fonctionnaires-segments-subalternes-de-la-f>